

ISRAËL-PALESTINE

OBAMA ET LE CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien était mercredi à Paris pour défendre ses options concernant le règlement du conflit israélo-palestinien. La veille, il était en Italie et avait obtenu l'appui de Berlusconi.

DIX JOURS après le retentissant discours du Président américain, Barack Obama au Caire, Netanyahu, a, dans un discours, répondu aux demandes américaines en faveur de la paix.

La diplomatie israélienne s'est montrée particulièrement active après le 4 juin, jour où B. Obama a prononcé son discours.

Le ministre des affaires étrangères israélien, l'extrémiste de droite Lieberman s'est rendu en Europe, allant même à Moscou pour obtenir des soutiens. Les 22 et 23 juin, Netanyahu se rendait en Italie et en France.

La rencontre, qui devait avoir lieu jeudi à Paris entre Netanyahu et l'envoyé spécial d'Obama pour le Proche Orient, a été reportée. En effet, le ministre de la défense israélien Ehud Barak doit se rendre à Washington la semaine prochaine, sans doute sur les mêmes sujets.

Comme sur les événements d'Iran, B. Obama se montre prudent. Mais cette prudence est toute relative et l'on finit par distinguer plus clairement ses orientations, lesquelles quoi qu'on en dise ne sont pas si différentes de celle de G.W. Bush même si l'idéologie de la tolérance qu'il a développée s'oppose à l'idéologie du «choc des civilisations» de son prédécesseur.

Le discours d'Obama et la question israélo-palestinienne

Lors de son discours à l'Université du Caire le 4 juin, B. Obama a ainsi présenté ses intentions. «Je suis venu chercher un nouveau commencement avec le monde musulman».

D'emblée, Obama se situe donc sur le plan religieux, vantant l'Islam et son rapport à la civilisation, citant le Coran, prêchant la tolérance. «L'Islam, dit-il, fait partie de l'Amérique» compte tenu des 7 millions de musulmans qui y vivent.

Il va jusqu'à rappeler son histoire personnelle : fils d'un musulman ayant passé son enfance en Indonésie, le plus grand pays musulman.

Comme le dit le linguiste de renom international, Chomsky, «Obama a cherché à atteindre l'âme du monde musulman.»

A-t-il réussi ? Son nom est devenu une référence alors que le drapeau américain était brûlé sous la présidence de G.W. Bush.

Est-il sincère ? ou bien n'est-il qu'un habile diplomate, un maître dans la communication ?

L'essentiel est d'examiner ses positions précises, et au delà des phrases d'humilité et de compassion, les questions politiques réelles.

Or, sur la question palestinienne, il est bien difficile de trouver une rupture d'avec la politique de G.W. Bush.

Certes il s'était prononcé pour l'existence d'un État palestinien mais G.W. Bush est ainsi l'inven-

teur de la «feuille de route» et de la rencontre d'Anapolis. De manière générale, il a demandé le gel de la colonisation. Rappelons quand même qu'il a déclaré avant son élection que Jérusalem, une et indivisible, était la capitale d'Israël.



Mercredi 24 juin, Sarkozy reçoit Netanyahu à Paris.

«L'Amérique a des liens très forts et historiques avec Israël» a-t-il reconnu. «Menacer Israël de destruction est un obstacle à la paix».

À l'égard des Palestiniens, il a montré sa compassion : «Mais il est indéniable que les Palestiniens musulmans et chrétiens ont souffert car cela fait 60 ans qu'ils vivent sans terre et sans patrie».

Le 14 décembre 1998, dans un discours prononcé y Gaza, B. Clinton était allé plus loin : «Je connais les souffrances terribles qui ont résulté de la violence et de la séparation des familles... et je comprends votre préoccupation devant la colonisation, la confiscation des terres et la démolition des maisons».

Rien de concret de la part d'Obama à part cette recommandation : «Les Palestiniens doivent renoncer à la violence, la résistance par la violence et le meurtre est mauvaise... La violence est une impasse».

Il demande à Hamas de mettre fin à la violence : (ne plus tuer d'enfants et de civils innocents). Cela est dit après les bombardements israéliens sur Gaza, il fallait oser.

Rien n'est dit sur le mur de séparation...

À l'encontre des pays arabes, il

Quant à l'action des États-Unis ? «Nous ne pouvons pas imposer la paix».

La réponse israélienne

Après un temps de réflexion, Israël a réagi : «le gouvernement israélien a exprimé son espoir que l'important discours de B. Obama conduira de facto à une réconciliation entre le monde arabo-musulman et Israël». «Israël veut la paix tout en prenant en considération son intérêt national et sa sécurité».

Dix jours plus tard, B. Netanyahu prononçait un discours à l'Université de Bar Ilan, près de Tel Aviv.

Il acceptait le principe d'un État palestinien mais... «À chacun son drapeau, son hymne, le territoire alloué aux Palestiniens sera sans armée, sans contrôle de l'espace aérien, sans entrée d'armes sans la possibilité de nouer des alliances avec l'Iran ou le Hezbollah libanais». Il affirmait aussi vouloir le contrôle du Jourdain.

Il affirmait ensuite ne pas souhaiter «faire construire de nouvelles colonies ou confisquer les terres au profit d'implantations existantes mais il faut permettre aux habitants des implantations de vivre normalement». Or auparavant, B. Netanyahu avait autorisé 120 colonies nouvelles en plus des 130 illégales, exigé à 60.000 Palestiniens de Jérusalem Est de détruire leur maison confisquée sans peine d'amende.

Dans son discours, il a appelé à une reprise immédiate des pourparlers sans conditions préalables et les États arabes à conclure la paix avec Israël. «Je ne veux pas la guerre»... Mais «la condition préalable est que les Palestiniens reconnaissent de façon sincère et publique qu'Israël est le pays du peuple juif».

«Le cœur du conflit dit-il a toujours été le refus des Arabes de l'existence d'un État juif».

Selon lui, «l'Autorité palestinienne doit éliminer le Hamas. S'agissant des réfugiés, leur problème doit être réglé» hors des frontières de l'État juif. «Leur retour va à l'encontre du maintien d'Israël comme État juif».

Or la reconnaissance de l'État d'Israël comme État juif pose non seulement le problème des réfugiés mais aussi celui des Arabes vivant en Israël et qui constituent plus de 20 % de la population.

Auparavant Netanyahu avait déclaré : «la vérité c'est que dans l'espace de la patrie juive vit maintenant une large population de Palestiniens». En fait, par cette phrase, Netanyahu revendiquait l'ensemble des territoires occupés. Inversant la réalité historique à savoir que ce sont les juifs qui ont immigré vers la Palestine où habitaient les Palestiniens.

La réponse palestinienne

L'Autorité palestinienne avait assez bien accueilli le discours d'Obama, estimant qu'il était «un bon début».

Le Hamas, reconnu de fait par Obama dans son discours, estimait de son côté : «C'est un discours qui joue sur le sentiment et il est rempli de civilités. Il vise à embellir l'image de l'Amérique dans le monde».

Le premier ministre palestinien, Salem Fayyad a lui aussi prononcé un discours à l'Université Al Qods à Jérusalem Est.

Il a proposé la création d'un État palestinien dans les 2 ans fondé sur l'union des Palestiniens, avec des institutions communes.

Il compte sur la Communauté internationale pour amener Israël à la paix «Jérusalem Est a-t-il dit sera la capitale éternelle de notre État indépendant».

La réponse du Hamas qui contrôle Gaza depuis 2007 ne s'est pas fait attendre. Il refuse la proposition estimant que le premier ministre collabore avec Israël.

Mais le discours de Netanyahu a fait l'unanimité contre lui chez les Palestiniens, comme chez les États arabes même les plus modérés (c'est à dire les alliés des États-Unis).

Pour le président égyptien H. Moubarak : «Les paroles de Netanyahu font capoter tout espoir de paix, l'appel à corriger l'initiative arabe. Éliminant le droit au retour

des réfugiés ne conduira pas au compromis avec l'Égypte ni avec aucun autre pays arabe».

Pour la Syrie, «le plan est tout sauf la paix».

Le palestinien qui a négocié les accords d'Oslo a déclaré : «Président Obama, la balle est dans votre camp, vous devez choisir entre traiter Netanyahu comme un premier ministre qui se place au dessus des lois, qui clot le chemin de la paix et guide la région vers la violence, le chaos et l'extrémisme ou le forcer à accepter la feuille de route».

Pour l'OLP (Organisation de Libération de la Palestine) «le discours de Netanyahu c'est zéro et pour Yasser Abed Rabbo, son porte parole, Netanyahu c'est «un escroc, un imposteur, un menteur qui monte des coups contre la réussite de la paix».

Les réactions des Occidentaux

L'Union européenne avait applaudi au discours d'Obama.

Elle a aussi réagi positivement au discours de Netanyahu qui aurait accepté pour la première fois l'existence d'un état palestinien.

L'Union européenne a sans doute mauvaise mémoire car elle semble ignorer que Netanyahu a déjà été premier ministre en 1996 et qu'il n'avait pas alors dénoncé le processus d'Oslo devant conduire à un état palestinien, il l'avait seulement dynamité en développant les colonies.

Le président tchèque de l'Union européenne a déclaré que le discours de Netanyahu constituait «des pas dans la bonne direction». Plus modeste, le suédois Carl Bildt (la Suède prendra la présidence de l'Union européenne le 1^{er} juillet) a découvert «un petit pas dans la même direction».

Berlusconi a semble-t-il soutenu Netanyahu à Rome mardi, surtout dans la condamnation de l'Iran.

Aucune déclaration n'a été faite par Sarkozy ce mercredi. Il aurait demandé le gel des colonies.

La réponse d'Obama a très certainement déçu les Palestiniens et montre assez les limites de son discours du 4 juin.

En effet, son porte parole R. Gibbs a déclaré : «le Président accueille favorablement un pas important. Le président se félicite du consentement de cet objectif (NDLR : l'existence d'un État palestinien) par le premier ministre Netanyahu».

Dans ces conditions, la proposition du président russe Medvedev lundi au Caire de la tenue d'une conférence sur le Proche Orient fin 2009 à Moscou a peu de chance d'aboutir à un résultat favorable aux Palestiniens, Israël ayant déjà déclaré qu'il n'irait pas, si le Hamas y participait et si ses conditions n'étaient pas retenues.